

NON À LA CRIMINALISATION DE LA SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT-ES !

Depuis juin 2015, de nombreux campements de réfugié-es dans Paris ont été évacués, parfois violemment. Quand les migrant-es ne sont pas arrêté-es et conduit-es au commissariat ou en centre de rétention, ils et elles sont relogé-es dans des centres d'hébergement ou à l'hôtel. Pour autant leur situation reste toujours des plus précaires.

Le 12 août 2015, un certain nombre d'entre elles et eux, hébergé-es dans un centre d'Emmaüs Solidarité rue Raymond Losserand, a décidé d'une grève de la faim pour protester contre les conditions indignes qu'ils et elles subissaient en contradiction avec les promesses faites par le directeur de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) lors de leur évacuation de la halle Pajol (18e), à savoir : un suivi de leurs démarches et un hébergement correct. Ils et elles entendaient ainsi accélérer la prise en charge de leur demande d'asile et obtenir des conditions d'hébergement dignes.

Le soir même, quatre personnes, dont une camarade de SUD Culture Solidaires, un camarade de SUD éducation Paris et une camarade de la Coordination des Intermittent-es et Précaires (CIP IdF), contactées par les réfugié-es et venues pour les soutenir, ont été arrêtées et placées en garde à vue durant 48 heures puis déférées. Un 1^{er} procès a eu lieu le 9 octobre 2015, sur une fausse accusation de *séquestration de personnes* et pour refus de prélèvement d'ADN.

Condamné-es, contre toute évidence, à 4 mois de prison avec sursis et à payer des dommages-intérêts à deux des cinq employé-es d'Emmaüs, ils/elles ont immédiatement fait appel de cette lourde condamnation.

Le procès en appel aura lieu le lundi 6 février à 13h30 (Cour d'appel, Pôle 8 chambre 1)

SUD Culture Solidaires et SUD éducation Paris :

- apportent son entier soutien à l'ensemble des personnes poursuivies,
- font part de sa consternation face à l'attitude d'Emmaüs en cette occasion,
- dénoncent une politique répressive cherchant toujours plus à criminaliser toute action de solidarité envers les réfugié-es afin de décourager, sur ces questions comme d'autres, toute volonté de résistance...

Nous exigeons la relaxe des personnes poursuivies ainsi que l'arrêt du harcèlement policier des migrant-es et de leurs soutiens, qui ne fait que s'aggraver depuis un an et demi.

Nous appelons à :

rassemblement de soutien le lundi 6 février 2017

à partir de 13h

place du Châtelet (métro L. 1-4-6-7-11-14)

Paris, le 25 janvier 2017

SUD Culture Solidaires : 61 rue de Richelieu 01 40 15 82 68
75002 Paris sud@culture.fr

SUD éducation Paris : 30 bis rue des boulets 01 44 64 72 61
75011 Paris sudeducation75@wanadoo.fr